
**ORGANE DE REGLEMENT
DES DIFFERENDS**

DECISION N°2025-D00163/ARCOP/ORD

L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

siégeant en matière de discipline à sa séance du 18 juillet 2025 contre KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE), (IFU 00102229 X et RCCM BF OUA 2018 M 3735 adresse 01 BP 4180 OUAGADOUGOU 01) et sa représentante légale Madame W. Yolande KOUMBEM pour leurs défaillances dans l'exécution du marché n°54/00/01/04/00/2024/00111 pour l'acquisition de pneus au profit du Conseil Constitutionnel ;

composé de :

Monsieur Michel KAFANDO, Président de séance,

Monsieur P. Boureima SAVADOGO,

Monsieur G. Augustin BAMBARA,

Tous membres de l'ORD ;

Assisté de Madame Awa ZARE/KONATE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

Vu *la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 portant réglementation générale de la commande publique au Burkina Faso ;*

Vu *le décret n° 2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*

Vu *le décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;*

Vu *le décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*

Vu *le décret n° 2024-1787/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;*

Sur *poursuite contre KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE), (IFU 00102229 X et RCCM BF OUA 2018 M 3735) et sa représentante légale Madame W. Yolande KOUMBEM pour leurs défaillances relativement à l'exécution du marché ci-dessus cité ;*

Vu *l'ensemble des pièces du dossier ;*

Les mis en cause entendus ;

A rendu la présente décision :

contre

KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE), (IFU 00102229 X et RCCM BF OUA 2018 M 3735) et sa représentante légale Madame W. Yolande KOUMBEM ;

statuant contradictoirement et à charge de recours devant la juridiction compétente ;

I. FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS-MOYENS DES PARTIES

l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a reçu l'ampliation de la décision de résiliation du marché concerné par lettre issue du Conseil Constitutionnel en date du 11 octobre 2024 ;

il ressort en substance de cette décision que KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) a été titulaire du marché ci-dessus cité ; que dans le cadre de l'exécution dudit marché, le titulaire a demandé la résiliation du marché au motif que la marque proposée dans les spécifications techniques de son offre serait indisponible ; qu'en conséquence, ledit marché a été résilié conformément à la réglementation en vigueur ;

en réponse, les mis en cause relèvent que l'attribution du marché s'est faite en 2024 ; qu'il s'agissait de l'acquisition de pneus au profit du Conseil Constitutionnel ; que le délai de livraison était de trente (30) jours ; qu'il a proposé des marques dans son offre qui n'étaient plus disponibles auprès de son fournisseur au moment de l'exécution du marché ; qu'il ne pouvait donc exécuter le marché avec la même offre ; qu'ainsi ils demandèrent la résiliation du marché ;

II. DISCUSSION

A. sur la compétence,

considérant que les marchés sus visés restent soumis aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 63 de la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 et des articles 209 et 213 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ci-dessus visé, l'ORD est compétent pour connaître de la défaillance des titulaires en matière de commande publique ;

considérant que les présentes poursuites visent des cas de défaillance ayant abouti à la résiliation du marché n°54/00/01/04/00/2024/00111 pour l'acquisition de pneus au profit du Conseil Constitutionnel ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

B. sur la recevabilité,

considérant qu'il ressort de l'article 213 in fine du décret 2024-1748/PRES/PM/MEF que : « l'autorité de régulation de la commande publique établit périodiquement la liste des entreprises défaillantes » ;

considérant qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret n°2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et son représentant légal dans le cadre de l'exécution du marché ci-dessus cité ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

C. Sur le fond,

considérant qu'aux termes de l'article 02 point 20 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF ci-dessus cité, « l'entreprise responsable, au cours des dix (10) dernières années pour les marchés de travaux et des trois (3) dernières années pour les autres natures de prestations, d'une inexécution partielle ou totale, d'une mauvaise exécution ou d'une exécution tardive ou dont un marché public a été résilié à son tort exclusif » est une entreprise défaillante ;

considérant qu'il ressort des textes en vigueur, notamment l'article 63 de la loi n°005-2024/ALT du 20 avril 2024 et les articles 209 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que l'entreprise défaillante peut faire l'objet de plusieurs sanctions dont l'exclusion temporaire ou définitive et la sanction pécuniaire prononcées par l'Organe de règlement non juridictionnel des différends ;

considérant qu'aux termes des articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, les candidats à une consultation de consultants, une demande de cotation, un appel d'offres restreint, une entente directe ne doivent pas figurer sur la liste des entreprises défaillantes ;

considérant que KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et sa représentante légale, ont été régulièrement saisis de la présente procédure par voie de signification d'huissier de justice ; que leur représentant a relevé que la société a rencontré des difficultés dans l'exécution du marché ; que, cependant, certaines circonstances non dépendantes de sa volonté ont contribué à l'inexécution du contrat ; que la principale difficulté est l'indisponibilité de la marque proposée dans son offre ;

considérant qu'il est reproché aux deux (02) acteurs, KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et sa représentante légale de n'avoir pas rempli leurs obligations contractuelles, ce qui a conduit à la résiliation du marché ci-dessus cité ; qu'en effet, l'autorité contractante a dû résilier le contrat devant l'incapacité du titulaire du marché à l'exécuter ;

considérant que la résiliation a été régulièrement prononcée et notifiée au titulaire du marché après deux (02) mises en demeure restées sans effets ;

considérant que l'ORD, après avoir entendu les parties et pris connaissance des pièces versées au dossier, relève que les mis en cause ont été déclarés titulaires du marché à l'issue d'une demande de cotation et que le contrat a été approuvé le 06 aout 2024 pour une durée d'exécution de trente (30) jours ; que la résiliation est intervenue le 07 octobre 2024 après l'expiration du délai contractuel ; que l'ORD constate une inexécution totale du marché ; que l'inexécution des obligations contractuelles relève de la responsabilité exclusive des mis en cause ; que les conditions de la défaillance sont établies à leur égard dans le cadre de l'exécution du marché sus cité, aucun élément mettant en cause la responsabilité de l'autorité contractante n'ayant été démontré ;

considérant que les faits reprochés à KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et sa représentante légale sont avérés et constitutifs de cas de violation de la réglementation ;

que dès lors, ces faits engagent la responsabilité de KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et sa représentante légale ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

- **qu'il est compétent ;**
- **que la procédure disciplinaire est recevable ;**
- **que la résiliation du marché n°54/00/01/04/00/2024/00111 pour l'acquisition de pneus au profit du Conseil Constitutionnel l'a été au tort exclusif de KOUMBEM WENDYOLESDE DITE YOLANDE et sa représentante légale, Madame W. Yolande KOUMBEM ;**

- que leurs défaillances sont donc établies conformément aux dispositions des articles 2, 73, 76, 78, 80 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 pour une période d'une (01) année à compter du prononcé de la présente décision ;
- que KOUMBEM WENDYOLESE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et sa représentante légale, Madame W. Yolande KOUMBEM sont condamnées solidairement à verser la somme de quatre-vingt-dix-huit mille deux cent quarante (98 240) FCFA, équivalant à 1% du montant hors taxes de neuf millions huit cent vingt-quatre mille (9 824 000) FCFA du marché ci-dessus visé ;
- qu'elles disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la présente décision pour s'acquitter de la somme due, et à défaut, elles sont suspendues de toutes les procédures de la commande publique pour une période d'un (01) an à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours ci-dessus imparti ;
- que par ailleurs, la défaillance étant établie, l'entreprise KOUMBEM WENDYOLESE DITE YOLANDE (UEL SERVICE) et sa représentante légale, Madame W. Yolande KOUMBEM après paiement de la somme dûe, demeureront suspendues pour une période d'un (01) an des procédures de consultations de consultants, de demandes de cotations, d'appel d'offres restreint, des ententes directes conformément aux articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ;
- que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 18 juillet 2025

Le Président de séance

Michel KAFANDO
Officier de l'Ordre de l'Etalon